Les enjeux des bibliothèques musicales à l'ère des pratiques culturelles numériques

The Impact of Digital Technology on Music Libraries

Los desafíos que las bibliotecas musicales deben enfrentar en la era de la cultura digital

Aline Moncey

Volume 53, numéro 3, juillet–septembre 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1030646ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1030646ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Moncey, A. (2007). Les enjeux des bibliothèques musicales à l'ère des pratiques culturelles numériques. *Documentation et bibliothèques*, 53(3), 143–152.
<https://doi.org/10.7202/1030646ar>

Résumé de l'article

L'évolution rapide des supports de diffusion soulève la question de l'adaptation des bibliothèques aux pratiques culturelles actuelles, qui intègrent désormais la consultation de contenus textuels et audiovisuels dématérialisés en ignorant souvent le droit de la propriété intellectuelle. Comment, dans ce contexte, les bibliothèques peuvent-elles se démarquer d'une offre de contenus facilement accessibles sur le Web — notamment grâce à l'intermédiaire de systèmes de téléchargement gratuits — en respectant le droit d'auteur et en veillant à la fois à rester en adéquation avec la demande des usagers ?

Les enjeux des bibliothèques musicales à l'ère des pratiques culturelles numériques*

ALINE MONCEY

École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
Villeurbanne (France)
aline.moncey@hotmail.fr

RÉSUMÉ | ABSTRACTS | RESUMEN

L'évolution rapide des supports de diffusion soulève la question de l'adaptation des bibliothèques aux pratiques culturelles actuelles, qui intègrent désormais la consultation de contenus textuels et audiovisuels dématérialisés en ignorant souvent le droit de la propriété intellectuelle. Comment, dans ce contexte, les bibliothèques peuvent-elles se démarquer d'une offre de contenus facilement accessibles sur le Web — notamment grâce à l'intermédiaire de systèmes de téléchargement gratuits — en respectant le droit d'auteur et en veillant à la fois à rester en adéquation avec la demande des usagers ?

The Impact of Digital Technology on Music Libraries

The development of new means of disseminating information begs the following question : how do libraries adapt to the new cultural practices, including the consultation of texts and audiovisual materials, and still comply with copyright considerations ? In that context, how do libraries offer a service that is better than what is easily accessible on the Web, especially given the free access to downloading systems, and still respect the copyright law and meet user needs ?

Los desafíos que las bibliotecas musicales deben enfrentar en la era de la cultura digital

La rápida evolución de los medios de difusión plantea el interrogante de la adaptación de las bibliotecas a las prácticas culturales actuales, que integran, de ahora en más, la consulta de contenidos textuales y audiovisuales desmaterializados, ignorando a menudo el derecho de Propiedad Intelectual. En ese contexto, ¿cómo pueden las bibliotecas destacarse frente a una oferta de contenidos de fácil acceso en Internet (en particular gracias a la ayuda de los sistemas de descarga gratuita) sin dejar de respetar los derechos de autor y procurando adecuarse siempre a la demanda de los usuarios ?

Introduction

LES MUTATIONS SOCIOCULTURELLES liées à l'évolution des technologies de l'information de ces dix dernières années voient s'affronter, dans les pays occidentaux notamment, deux visions des pratiques culturelles : l'une en faveur d'une réglementation de la consultation des œuvres culturelles par la voie de systèmes de contrôle qui restreignent l'utilisation des supports et, de ce fait, isolent l'individu face à l'œuvre, l'autre en faveur d'une ouverture du droit pour le partage des œuvres audiovisuelles, dans un but de socialisation de la culture. L'évolution rapide des supports de consultation pose par ailleurs la question de la place des bibliothèques à l'heure du numérique. Comment ces dernières peuvent-elles s'adapter à des pratiques telles que le téléchargement de musique, qui sont aujourd'hui déjà très ancrées dans les mentalités et même revendiquées comme faisant partie des droits individuels (ou droits subjectifs), mais qui restent cependant majoritairement « hors-la-loi » en attendant de mieux être réglementées ? Quel rôle les bibliothèques publiques, notamment musicales, puisque ce sont sans doute les plus touchées par le bouleversement des pratiques numériques actuelles, ont-elles à jouer dans une société où les biens culturels sont désormais considérés comme des biens de consommation ? Comment peuvent-elles s'adapter à la demande de leurs usagers sans aller à l'encontre du droit de la propriété intellectuelle ? Quelles sont leurs possibilités ? Quelles sont leurs limites ? Quel est l'avenir du document sonore en bibliothèque face au développement des nouveaux modes d'accès à la musique ?

I. Les pratiques culturelles numériques actuelles

Si le débat autour des « nouvelles » pratiques culturelles numériques est aujourd'hui aussi virulent, c'est sans doute parce qu'il soulève une opposition nette entre une vision cadenassée de la connaissance et une vision communautaire des savoirs et cultures libres. De plus, au-delà de la défense affichée du patrimoine intellectuel semblent s'inscrire des motivations le plus souvent d'ordre financier, puisque de nouveaux modèles économiques se dessinent avec le développement de la

* Texte produit dans le cadre du cours sur les documents visuels et sonores donné par M. James Turner à l'occasion d'un échange universitaire avec l'EBSI au semestre d'automne 2007-2008.

Quant à la notion de « pirate », on peut rappeler qu'elle n'a pas toujours existé, même si la question du droit de la copie privée se posait déjà alors pour les emprunts en bibliothèque.

systèmes payants qui, à la suite de l'acquisition d'outils musicaux, leur sont couplés (comme c'est le cas ici avec l'iPod et son système de téléchargement iTunes, tous deux développés par Apple), puisqu'ils ne sont pas les seules sources d'approvisionnement des utilisateurs. Cependant, le choix de développer des outils d'écoute strictement verrouillés en dehors de l'utilisation de la plateforme à laquelle ils sont couplés apparaîtrait totalement vain, puisqu'il éloignerait les acheteurs potentiels qui, à juste titre, pourraient se sentir captifs d'une pratique culturelle tournée vers la recherche de profits et qui est sans aucun doute contraire à la leur. Citons enfin une dernière interrogation très pertinente abordée dans la littérature foisonnante sur la question du téléchargement à l'heure actuelle : « *Les plates-formes légales de téléchargement de musique vont-elles constituer de vrais relais de croissance pour l'industrie du disque ?* » (Devaux, 2007).

Quant à la notion de « pirate », on peut rappeler qu'elle n'a pas toujours existé, même si la question du droit de la copie privée se posait déjà alors pour les emprunts en bibliothèque. Comme le précise Arsène Ott, président de l'Association de coopération des professionnels de l'information musicale (ACIM) : « *À l'époque, on n'était pas considéré comme "pirates" et une redevance sur les supports enregistrables était supposée compenser les pertes des maisons de disques* » (Ott, 2006). Pourquoi alors ce changement soudain de vision ? Pourquoi l'utilisation des supports numériques effraie-t-elle plus que toute autre évolution technique dans le passé ? Est-ce réellement la mise en danger des droits d'auteurs qui constitue la crainte majeure, ou est-ce plutôt la perte de profits pour l'industrie audiovisuelle ?

II. Les problèmes de droits d'auteur liés au partage des contenus

La notion d'œuvre étant « bousculée » par les nouvelles pratiques culturelles, qui confèrent moins de pouvoir à l'auteur qu'au contenu intellectuel de sa création, il est important de retracer les évolutions du droit de la propriété intellectuelle pour comprendre les enjeux et les difficultés de mise en application des droits d'auteur à l'heure actuelle. Notons ici que les conceptions du droit d'auteur sont très variables d'un pays à l'autre et relèvent souvent de l'environnement culturel d'un pays et des limites de la notion de patrimoine qui y existent. On peut dégager deux tendances assez générales, l'une

francophone, accordant plus de crédit à l'auteur et à son œuvre, et l'autre, anglophone, favorisant davantage les diffuseurs et exploitants de l'œuvre (BiblioDoc.Francophonie.org, 2007). Ces deux visions étant antagonistes, il apparaît évident que la mutation des pratiques culturelles n'ait pas le même impact aujourd'hui selon les régions du monde.

1. Le créateur au centre du processus de création : le droit de la propriété intellectuelle en France vs la loi sur le copyright aux États-Unis

Selon Florent Latrive, auteur de *Du bon usage de la piraterie*, « *la propriété intellectuelle telle qu'elle fonctionne aujourd'hui [en France] ne reconnaît pas la dimension collective de toute création. [...] La propriété intellectuelle sanctifie l'auteur ou l'inventeur, lui attribuant une place toute particulière dans une chaîne pourtant complexe et collective de création et d'originalité* » (Latrive, 2004). Le droit confère donc à l'auteur un contrôle absolu sur sa création et sur les modalités d'utilisation de celle-ci, et ce, depuis la fin du XVIII^e siècle, moment où les droits patrimoniaux de reproduction et de représentation ont été créés pour protéger les œuvres et leurs auteurs. C'est dans le respect de ce principe qu'est apparue la notion de copie privée, qui est une exception au droit d'auteur. En France, le droit de copie privée est toléré et est hors du contrôle de l'auteur, puisque, selon la loi, « *les copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective* » (Latrive, 2004) sont autorisées, à la condition qu'elles soient réservées au cercle familial. On sanctionne donc la mise à disposition de l'œuvre, mais pas la copie proprement dite, même si elle est faite à partir d'un document emprunté en bibliothèque. Cette constatation a mené à la réglementation du droit de prêt en bibliothèque, en 2003, difficilement mis en place et toujours objet de débat aujourd'hui. Cette disposition garantit une rémunération des auteurs pour le manque à gagner encouru par la présence de leurs œuvres dans les collections de prêt des bibliothèques et qui, de ce fait, constitue autant de non-achats que de nombre d'emprunts, les usagers pouvant disposer du contenu d'œuvres de l'esprit qu'ils n'ont pas acquises *via* les circuits commerciaux d'édition, mais gratuitement ou presque grâce à leur abonnement en bibliothèque.

Aux États-Unis, en revanche, on parle de *Fair use*, exception au droit d'auteur ajoutée à la loi sur le *copyright* en 1976, qui reconnaît la critique, le commentaire, l'information journalistique, l'enseignement, les études universitaires, ainsi que la recherche comme étant légales et ne portant pas atteinte aux droits d'auteur (Wikipédia), tout comme le permet l'« utilisation équitable » au Canada. À travers ce modèle, ce n'est pas sur l'auteur que l'accent est mis, mais sur l'intérêt public, en encourageant les auteurs à produire des œuvres dans l'intérêt de la science. Dans une étude du Comité fran-

La situation juridique demeure donc floue dans la mesure où la loi DADVSI reste en vigueur seulement dans l'attente d'un compromis qui puisse satisfaire à la fois les usagers et les ayants droit.

« signent ». Ainsi, l'accent aurait été mis sur la protection de l'œuvre elle-même et non pas sur la protection de son support, qui perd de son sens dans le contexte numérique que nous connaissons désormais. Malgré l'engouement de certains bibliothécaires pour la licence globale en France, ce modèle a été abandonné au profit de l'application de la loi DADSVI, aujourd'hui de plus en plus reconnue comme étant inadaptée tant d'un point de vue technique, parce que les systèmes de *copy control* peuvent endommager les supports de diffusion, qu'au point de vue éthique, parce qu'il est illusoire de penser qu'il est possible de contrôler tous les téléchargements de données textuelles et audiovisuelles grâce à des systèmes capables de tracer les « pirates ». La situation juridique demeure donc floue dans la mesure où la loi DADSVI reste en vigueur seulement dans l'attente d'un compromis qui puisse satisfaire à la fois les usagers et les ayants droit.

3. La notion de connaissance ouverte ouvre la voie à un assouplissement de la notion d'œuvre, désormais autorisée au partage par leurs auteurs, dans le respect du droit de la propriété intellectuelle

Le mouvement *open source*, dont sont issus les logiciels libres qui connaissent un succès certain au sein des communautés d'internautes, a récemment donné naissance à une licence de libre diffusion grâce à laquelle les ayants droit peuvent définir des degrés d'utilisation de leurs œuvres et ainsi permettre leur libre circulation auprès du public qui prendra le relais et pourra diffuser ces contenus en toute légalité, y compris sur les réseaux poste-à-poste. La *Licence Creative Commons* s'organise autour d'un contrat de droit que l'auteur signe afin de délimiter les usages qu'il autorisera sur son œuvre selon quatre critères, comme il est stipulé sur le site Web français de *Creative Commons* :

Pas d'utilisation commerciale : Le titulaire de droits peut autoriser tous les types d'utilisation ou, au contraire les restreindre aux utilisations non commerciales (les utilisations commerciales restant soumises à son autorisation).

S'il est vrai que les usagers sont appelés à être autonomes de plus en plus jeunes face à leurs besoins documentaires, l'apport des professionnels de l'information ne serait pas négligeable, selon Silvère Mercier, bibliothécaire et auteur du blogue *Bibliobsession 2.0*, dans un billet intitulé « La médiation numérique dans les bibliothèques, une voie d'avenir » (Mercier, 2007a). En effet, deux notions majeures y apparaissent : la « qualification des ressources » et la « valorisation des compétences ». Il s'agit de guider les usagers et de leur permettre de trouver des documents pertinents à travers un vaste choix documentaire au moyen de recommandations (recommandations statistiques, professionnelles, et commentaires d'utilisateurs). Ainsi, le travail des bibliothécaires est mis en valeur par un processus d'orientation du lecteur, qui pourra alors naviguer dans le catalogue entre titres connus (qu'il aura lui-même cherchés) et inconnus (que les bibliothécaires auront sélectionnés et qui seront suggérés automatiquement selon les requêtes exprimées). Notons que de nombreuses bibliothèques publiques et universitaires ont désormais développé leurs propres services de questions-réponses et de repérage de documents selon des thématiques clairement identifiées, qui constituent des points de repère fiables pour les usagers et correspondent à la mission de diffusion des bibliothèques. Cela répond également à la logique de la « longue traîne », qui a pour but de faire éclater la concentration du marché culturel en redirigeant les utilisateurs vers des documents de qualité qui n'ont pas bénéficié d'effets de réseau capables de leur assurer une notoriété suffisante pour être visibles.

2. Réflexions sur la mort annoncée des bibliothèques musicales : Faut-il y croire ?

L'avenir des bibliothèques musicales suscite aujourd'hui beaucoup d'inquiétude chez les discothécaires, étant donné la tendance à la baisse du nombre d'emprunts de CD et la popularité toujours grandissante du téléchargement chez une part importante des consommateurs de biens culturels, pour certains habitués des bibliothèques (Saglio, 2007). D'où l'émergence de nombreux questionnements : Les usages d'Internet et de ses ressources audiovisuelles remettent-ils en cause l'utilité des bibliothèques musicales ? Comment les bibliothèques peuvent-elles se démarquer d'une offre de

Est-il raisonnable d'envisager que le public puisse, dans un avenir proche, se détourner de manière suffisamment importante des services musicaux proposés par les bibliothèques pour entraîner leur disparition ?

contenu accessible sur le Web ? La mort annoncée du CD peut-elle entraîner la mort des bibliothèques musicales ? Mais aussi : Le fait d'intégrer progressivement de nouveaux contenus audiovisuels dématérialisés peut-il ralentir leur perte de vitesse ? Ou encore : Les pratiques culturelles sur le Web qui, selon certains points de vue, isolent l'internaute peuvent-elles modifier les comportements au point de faire chuter la fréquentation des bibliothèques et de se passer de leur rôle social ?

S'il n'existe pas de réponse univoque, on peut néanmoins noter que les nombreux débats qui ont cours actuellement autour de ces questions sont une preuve de la bonne santé du milieu bibliothéconomique et de la remise en question, positive et nécessaire, des bibliothèques par les bibliothécaires eux-mêmes. Malgré l'absence de certitudes, certains professionnels n'annoncent pas moins la mort du CD d'ici environ cinq ans. Ils conseillent tout de même de continuer à enrichir les collections et à expérimenter de nouveaux services, tout en repensant la notion de « collection de prêt », qui disparaît dans le contexte numérique (Bruthiaux, 2007). Si l'inquiétude est par ailleurs légitime quant à l'avenir des collections audio traditionnelles, comment ne pas se demander si lesdits bibliothécaires inquiets ne sont, en réalité, pas trop alarmistes ? En effet, est-il raisonnable d'envisager que le public puisse, dans un avenir proche, se détourner de manière suffisamment importante des services musicaux proposés par les bibliothèques pour entraîner leur disparition ? Peut-on réellement croire que le tout-numérique puisse l'emporter sur des collections traditionnelles auxquelles les usagers sont attachés ? Ces derniers pourraient-ils en effet se détacher de l'objet physique, du support de consultation lui-même ? S'il est indéniable qu'une grande partie des jeunes générations privilégient désormais l'écoute et la découverte de nouveautés par voie électronique, il semble difficile de penser que ce mode de consommation culturelle puisse réellement se transmettre à l'ensemble des générations, étant donné la valeur affective accordée aux supports audio — notamment au CD, pour la majeure partie de la population. Cette valeur affective, par ailleurs, ne saurait être transférée de manière équivalente dans un contexte numérique, puisque s'il est vrai que le contenu est l'essence même d'un document, on ne peut pas ignorer que le rôle que joue un support dans l'appréciation d'une œuvre par des auditeurs est grand, dans la mesure où le support et ce qui l'entoure apportent une valeur ajoutée

dans le contexte numérique, dans la mesure où l'arrêt d'un abonnement entraîne souvent la perte de l'intégralité des données. En effet, les bibliothèques, qui investissent pourtant des sommes très importantes auprès des agences d'abonnement à des revues en ligne pendant une période moyenne de trois ans, n'acquièrent finalement qu'un « accès » à l'information et non à son contenu, l'arrêt d'un abonnement « effaçant » souvent les numéros précédemment « acquis ». Des solutions alternatives se mettant progressivement en place pour éviter cette disparition des collections électroniques, peut-être pouvons-nous penser qu'il en sera de même pour le stockage des fichiers musicaux s'ils venaient à se généraliser dans les bibliothèques.

Conclusion

S'il n'existe pas encore de véritable solution répondant aux problèmes rencontrés actuellement par les bibliothécaires quant à la transposition des nouvelles pratiques numériques à l'échelle des bibliothèques, on n'en constate pas moins que le monde bibliothéconomique est bien présent et qu'il se positionne de manière générale en faveur de l'intégration des contenus virtuels. Si l'avenir du CD constitue une réelle inquiétude et risque, à long terme, de faire diminuer le nombre de discothécaires dans les services offrant de la musique à leur clientèle, on peut toutefois douter de la disparition totale de ce médium, jadis annoncé comme étant le support de conservation pérenne de l'information par excellence, qui, tout comme le disque vinyle aujourd'hui, continuera sans doute à rassembler les amateurs, attachés non pas uniquement à des contenus musicaux, mais aussi à leur support. Par comparaison, on pourrait mentionner les craintes ressenties dans le monde du théâtre lorsque le cinéma s'est fortement développé, ou lorsque le monde du cinéma lui-même a été inquiété par l'arrivée de la télévision dans les années 1950. Il semblerait que chaque évolution technique se pose comme concurrente directe du média précédemment prisé par le public. Cependant, ces craintes sont-elles réellement fondées ?

Les bibliothèques, en profonde mutation à l'heure actuelle, doivent donc redéfinir leur rôle dans le contexte numérique afin de faire la démonstration de leur « utilité sociale ». Le compromis pourrait, comme nous l'avons vu plus haut, se situer autour de l'adoption d'un modèle de licence de libre diffusion, dans un souci de respecter la propriété intellectuelle et de promouvoir la culture savante et de divertissement pour tous. Certains bibliothécaires musicaux parlent en effet du retour possible de la licence globale, afin de garantir la diversité créative qui est, rappelons-le, l'une des missions premières des bibliothèques publiques. D'autres, comme Dana Hilliot, fondateur du label *Another Record* diffusant des artistes indépendants sous licence *Creative Commons*, ajoutent que la bibliothèque, par opposition aux plateformes d'écoute commerciales et à l'industrie du divertisse-

Les bibliothèques, en profonde mutation à l'heure actuelle, doivent donc redéfinir leur rôle dans le contexte numérique afin de faire la démonstration de leur « utilité sociale ».

ment en général, offre « une pluralité de pratiques musicales, [...] des espaces pour le silence, et pour des événements sonores réalisés indépendamment des circuits de production et de diffusion gérés par le marché » (in Ott, 2006). Citons enfin Silvère Mercier, qui affirme très justement que l'intégration progressive de nouveaux services virtuels dans les bibliothèques « illustre [l']une des tendances à l'œuvre, celle de faire de la bibliothèque un lieu d'expérience musicale. À l'heure où les pratiques donnent une place très importante au "live" et à la mobilité, il est intéressant de repenser le rôle et les moyens de la bibliothèque comme lieu et source de l'écoute sur place » (Mercier, 2007b). Ainsi pourrait s'inscrire la valeur ajoutée des bibliothèques dans le contexte numérique, plus encore que dans le monde analogique : vers une médiation des contenus toujours plus nombreux réalisée par des bibliothécaires soucieux de la qualité et de la rareté d'artistes méconnus du grand public, faisant de la bibliothèque un espace d'expérience musicale et un relais entre le monde de la culture et les usagers désirant être guidés au sein de la culture de masse. L'avenir semble donc plus que jamais se trouver dans la médiation. ▣

Sources consultées

Monographies

- Alix, Yves, et al. 2000. *Le droit d'auteur et les bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 237 p.
 Latrive, Florent. 2004. *Du bon usage de la piraterie. Culture libre, sciences ouvertes*, Paris, Exils, 170 p.
 Mouchtouris, Antigone. 2003. *Sociologie du public dans le champ culturel et artistique*, Paris, L'Harmattan, 130 p.

Sites Web et blogues

- BiblioDoc.Francophonie.org. 2007. « Les droits d'auteurs », 7 octobre : <»http://bibliodoc.francophonie.org/article.php3?id_article=121>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
 Bruthiaux, Pierre. 2007. « Musique en ligne en bibliothèque publique », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2007, n° 3 : 105-106 : <»http://bbf.enssib.fr/sdx/BBF/frontoffice/2007/03/document.xsp?id=bbf-2007-03-0105-006/2007/03/fam-tourhorizon/tourhorizon&nDoc=1&statutMaitre=non&statutFils=non&tri=>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
 Cffla.asso.fr. — CLM (Comité sur le *copyright* et autres problèmes juridiques) 2006. « Les limitations et les exceptions au droit d'auteur et aux droits voisins dans l'environnement numérique : le point de vue des bibliothécaires au niveau international », Michèle Battisti (trad.), 29 août : <»http://www.cffla.

- asso.fr/accueilifla/exceptiondroitauteurcorps.htm>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- Creative commons France. « Description du projet iCommons en France » : <»http://fr.creativecommons.org/description.htm>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- _____. « Les options et les contrats disponibles » : <»http://fr.creativecommons.org/contrats.htm>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- Devaux, Guillaume. 2007. « Téléchargement légal : un marché en pleine maturation », *Le journal du Net*, 30 avril : <»http://www.journaldunet.com/ebusiness/commerce/dossier/300407-plates-formes-telechargement-musique-itunes-virgin-fnac/index.shtml>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- Mercier, Silvère. 2007a. « La médiation numérique dans les bibliothèques, une voie d'avenir », *Bibliobsession 2.0*, 28 juin : <»http://bibliobsession.free.fr/dotclear/index.php?2007/06/28/257-la-mediation-numerique-dans-les-bibliotheques-une-voie-d-avenir>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- _____. 2007b. « La musique dématérialisée et les bibliothèques : Que se passe-t-il? Que fait-on? », *Bibliobsession 2.0*, 26 juin : <»http://bibliobsession.free.fr/dotclear/index.php?2007/06/26/254-la-musique-dematerialisee-et-les-bibliotheques-que-se-passe-t-il-que-fait-on>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- http :. 2006. « P2P, musique, DRM et bibliothèques... Ithèque et consorts à l'affût », *Bibliobsession 2.0*, 26 octobre : <»http://bibliobsession.free.fr/dotclear/index.php?2006/10/26/110-p2p-musique-drm-et-bibliothequesitheque-et-consorts-a-l-affut>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- Ott, Arsène. 2006. « La musique a-t-elle encore sa place dans les médiathèques? », *ACIM : portail des bibliothécaires musicaux*, 4 octobre : <»http://www.acim.asso.fr/article.php3?id_article=175>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- Ratiatum.com. Tous vos loisirs numériques. 2007. « Chez les étudiants américains le piratage baisse, iTunes aussi », 11 octobre : <»http://www.ratiatum.com/breves817-Chez_les_etudiants_americains_le_piratage_baisse_iTunes_aussi.html>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- Richard, Philippe. 2007. « Les Français toujours accros au téléchargement illégal », *o1net*, 9 février : <»http://www.o1net.com/article/340983.html>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- Saglio, Thomas. 2007. « Musique en bibliothèque : la fin des haricots? », *ACIM : portail des bibliothécaires musicaux*, 24 août : <»http://www.acim.asso.fr/spip.php?article202>. (Consulté le 14 octobre 2007.)
- Wikipédia. « Fair use » : <»http://fr.wikipedia.org/wiki/Fair_use#Port.C3.A9e_du_Copyright>. (Consulté le 14 octobre 2007.)